

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 29 janvier au 2 février 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

1%

Croissance du PIB en Afrique  
du Sud en 2024 (*World  
Economic Outlook* – FMI)

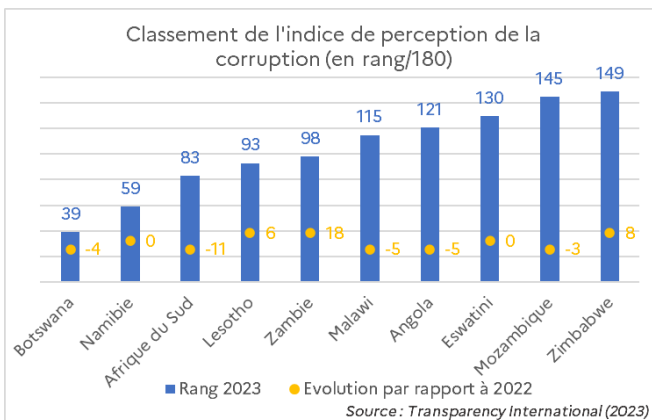
### Zoom sur le niveau de corruption en Afrique australe

Le 30 janvier, l'organisation non-gouvernementale *Transparency International* a publié son indice de perception de la corruption du secteur public pour l'année 2023 – l'indicateur attribue un score de 0 (niveau de corruption le plus élevé) à 100 (le moins élevé) à 180 pays, en compilant les données de sondages de 13 organisations. En Afrique australe, on observe des évolutions contrastées.

En Afrique du Sud, la situation se dégrade significativement et le pays chute de 9 places pour atteindre le 83<sup>ème</sup> rang du classement : il s'agit de la plus mauvaise performance du pays depuis la création de l'indicateur en 1995, alors que les conclusions accablantes de la commission judiciaire Zondo sur la capture de l'Etat (corruption généralisée mise en place sous la Présidence Zuma de 2010 à 2018), publiées en 2022, n'ont toujours pas donné suite à des poursuites pénales.

A l'inverse, la Zambie gagne 18 places au 98<sup>ème</sup> rang – l'administration du Président Hichiléma, élu en 2021, semble avoir efficacement mis en place sa politique de lutte anti-corruption, avec un impact majeur sur la perception du phénomène par la population (à titre d'exemple, plusieurs arrestations très médiatisées ont eu lieu, comme, en mars 2023, celle de l'auditeur général du Trésor et plusieurs fonctionnaires, accusées du détournement de recettes fiscales). Si l'Angola recule de 5 places au 121<sup>ème</sup> rang et demeure parmi les pays les plus corrompus de la zone, son score reste stable après une nette progression entre 2018 et 2022 (+14 points) : le rapport rappelle la politique efficace initiée par le président Joao Lourenço dès 2018, qui a permis de récupérer 3,3 Mds USD d'actifs publics (fonds souverains).

Enfin, on observe peu de changement concernant les autres pays de la sous-région : le Botswana (39<sup>ème</sup> mondial -1 place) et la Namibie (59<sup>ème</sup> mondial à un niveau stable) continuent de faire figure de bons élèves, parmi les plus vertueux du continent (respectivement 3<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> place en Afrique subsaharienne, derrière les Seychelles et le Cap Vert). Le Malawi, l'Eswatini, le Mozambique et le Zimbabwe conservent leurs places dans le dernier tiers du classement (respectivement 115<sup>ème</sup>, 130<sup>ème</sup>, 145<sup>ème</sup>, 149<sup>ème</sup>).



## Sommaire :

### Afrique du Sud

- Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance (*FMI*)
- Canal + annonce une offre d'achats d'actions pour MutliChoice, assortie d'une prime de 40% (*Business Live*)
- L'excédent commercial se contracte en 2023 (*SARS*)
- L'activité touristique se reprend nettement en 2023 (*StatsSA*)
- Le Department of Mineral Resources and Energy (DMRE) attribue finalement l'appel d'offres pour la constitution d'un cadastre minier (*Mining Weekly*)

### Angola

- La banque centrale augmente le taux des réserves obligatoires (*Banco de Angola*)
- Le stock d'IDE en Angola a chuté de 40 % depuis le début de la pandémie de Covid

### Malawi

- Le FMI conclut une mission d'analyse économique (*FMI*)

### Mozambique

- La Banque du Mozambique abaisse son taux directeur de 0,75 point (*Banco de Moçambique*)

### Namibie

- La *Development Bank of Southern Africa* (DBSA) et la *Development Bank of Namibia* (DBN) devraient financer le développement des infrastructures ferroviaires de la Namibie (*Windhoek Observer*)

### Zambie

- L'inflation accélère légèrement au mois de janvier (*Zamstats*)
- La Zambie progresse dans sa lutte contre le VIH/SIDA (*Zamstats*)

# Afrique du Sud

## **Le FMI revoit à la baisse ses prévisions de croissance (FMI)**

Le 31 janvier, le FMI a publié une mise à jour partielle de son *World Economic Outlook*, actualisant les prévisions de croissance de plusieurs grandes économies développées et émergentes. Dans ce cadre, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud à 0,6% pour l'année 2023 (soit -0,3 point par rapport à ses prévisions d'octobre); 1% en 2024 (-0,8 point) et 1,3% en 2025 (-0,3 point). Le rapport met notamment en avant les difficultés logistiques croissantes, plus importantes qu'escomptées, qui entravent fortement l'activité (pour rappel, l'impact de la crise logistique sur l'économie est évalué jusqu'à 6 points de PIB par certaines études). Ces anticipations sont globalement similaires à celles de la Banque centrale sud-africaine (South African Reserve Bank), mises à jour la semaine dernière lors du comité de politique monétaire (cf brève du 22 au 26 janvier – pour rappel, 0,6% en 2023, 1,2% en 2023 et 1,3% en 2025). A noter qu'en Afrique subsaharienne, l'activité devrait progresser à un niveau nettement supérieur : 3,3% en 2023, 3,8% en 2024, puis 4,1% en 2025.

## **Canal + annonce une offre d'achats d'actions pour MutliChoice, assortie d'une prime de 40% (Business Live)**

Le groupe français a annoncé le 1<sup>er</sup> février son intention d'acquérir des actions de la société cotée, premier groupe privé audiovisuel en Afrique du Sud, pour un montant unitaire de 105 ZAR (5,20 EUR), soit 40% au-dessus du prix actuel du marché. Cette annonce a conduit à une augmentation du cours de l'action en bourse de 26,6% le jour de l'annonce. Canal +, qui appartient au groupe français de multimédia Vivendi (Bolloré), a commencé à investir dans MultiChoice en 2020. Son actionnariat a progressivement augmenté, jusqu'à atteindre près d'un tiers. D'après la loi sud-africaine, le franchissement du seuil de 35% devrait déclencher une procédure d'offre publique d'achat (OPA). Or, les réglementations du secteur audiovisuel édictées par l'Independent Communications Authority of South Africa (ICASA) interdisent qu'une entité étrangère

contrôle plus de 20% des droits de vote au conseil d'administration. La stratégie de Canal + consiste à renforcer son positionnement sur le continent africain. L'intégration de MultiChoice permettrait d'ajouter les 23,5 M d'abonnés que compte le groupe sur le continent africain aux 23 M d'abonnés de Canal + (8 M en Afrique, principalement francophone). Cette consolidation permettrait ainsi au groupe Canal+/Multichoice de peser davantage face à la restructuration du secteur, notamment face aux plateformes américaines (Netflix, Amazon Prime, Apple TV...).

## **L'excédent commercial se contracte en 2023 (SARS)**

L'excédent commercial sud-africain (structurel) a atteint 61 Mds ZAR (3 Mds EUR) en 2023, contre 192 Mds ZAR (9,5 Mds EUR) en 2022. Cette nette contraction (près de -70%), s'explique notamment par la progression des importations (+8,7%, pour atteindre 1 979 Mds ZAR) – en lien avec la hausse des achats de « machines, matériel mécaniques et électriques » (+24% pour un poste représentant près du quart des importations - portés par les équipements pour faire face aux difficultés d'approvisionnement en électricité comme des panneaux solaires ou batterie); et des « produits de l'industrie automobile » (+28,7% pour 9%). Les exportations ont également progressé, mais à un rythme nettement inférieur (+1,4% pour atteindre 2 040 Mds ZAR). Les bonnes performances de l'industrie automobile (+28,7% pour un poste représentant 12% des exportations) et du secteur agricole (+16% pour 6,5%) ont ainsi permis de contrebalancer les contractions des exportations de métaux précieux (-15% pour 18%) et de produits miniers (-6% pour 26%) – effet prix (modération des cours) et volumes. En 2023, les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud demeurent la Chine (11,2% des exportations et 20,4% des importations), les Etats-Unis (7,6% et 8,6%) et l'Allemagne (7% et 8,1%). La France reste un partenaire secondaire, comptant pour 0,5% des exportations et 2% des importations.

## **Un nouveau CEO à la tête du Gautrain (Engineering News)**

Comme annoncé en septembre dernier, Tshepo Kgobe a pris le 1er février la succession de William Dachs en tant que CEO du Gautrain Management Agency (GMA), entité liée à la province du Gauteng et chargée de la gouvernance du réseau ferroviaire Gautrain. Un nouveau conseil d'administration a également été désigné. En tant qu'entité gestionnaire, GMA supervise la concession du Gautrain, déléguée au consortium Bombela Concession Company (BCC) contrôlé par les groupes locaux J&J (majoritaire) et Strategic Partners Group (SPG). L'opération du réseau est elle-même sous-traitée à Bombela Operating Company (BOC), société contrôlée à 63% par RATP Développement. Le Gautrain (contraction de « Gauteng » et « train ») est un système de transport ferroviaire urbain d'une longueur d'environ 80 km au total, qui relie Johannesburg, Tshwane (Pretoria), l'aéroport OR Tambo et sept autres stations à une vitesse maximale de 160 km/heure. Le Gautrain se démarque par sa performance – disponibilité des trains de plus de 98% – le très bon état de l'infrastructure comme du matériel roulant, et de la sécurité assurée pour les passagers à bord. Le 5 novembre dernier, un appel d'offres a été lancé pour le renouvellement du contrat de gestion au-delà de 2026. Cet appel d'offres, ouvert jusqu'au 3 mai, porte sur une concession de 15 ans. Suite à sa nomination, M. Kgobe a annoncé la finalisation de l'étude concernant la première phase d'extension du réseau, qui pourra, à terme, être rallongé de la station de Marloro à Little Falls.

## **L'activité touristique se reprend nettement en 2023 (StatsSA)**

Selon l'agence nationale de statistiques StatsSA, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a atteint 8,4 M en 2023, en augmentation de près de 50% par rapport à l'année précédente (5,7 M). Le rebond de l'industrie se poursuit donc, bien que le nombre de touristes internationaux demeure significativement inférieur à ses niveaux pré-covid (environ -20%, alors qu'entre 2016 et 2019 les arrivées étaient globalement stables, à plus de 10 M par an). Pour rappel, le secteur s'était effondré en 2020 suivant le déclenchement de la

pandémie de Covid-19 (moins de 3 M d'arrivées sur l'année), et un net coup d'arrêt à la reprise avait été portée en 2021 avec la mise en place des restrictions de voyage ciblant spécifiquement l'Afrique du Sud dans les mois qui avaient suivi la découverte du variant Omicron dans le pays (2,6 M d'arrivées sur l'année). En 2023, près des trois quarts des touristes provenaient du continent africain, à 98% des pays de la SADC – une part relativement stable. On retrouve par la suite, par ordre d'importance, les touristes britanniques (419 000), américains (417 000), allemands (289 000), néerlandais (154 000) et français (141 000). A noter que les arrivées de touristes français enregistrent la plus forte progression sur l'année (+58%). Pour rappel, l'industrie touristique est un secteur-clé pour l'économie sud-africaine, qui comptait pour près de 10% du PIB et employait (directement) environ 1,5 M de salariés en 2019 (données BER). Elle repose notamment sur une offre haut de gamme, destinée à cette clientèle américaine et européenne fortunée.

## **Le Department of Mineral Resources and Energy (DMRE) attribue finalement l'appel d'offres pour la constitution d'un cadastre minier (Mining Weekly)**

En lien avec la State Information Technology Agency (SITA), le DMRE a finalement conclu l'octroi de cet appel d'offres, crucial pour le développement du secteur minier en Afrique. En 2023, le DMRE a reçu plus de 2 500 demandes d'exploitation minière mais aucune n'aurait été octroyée, faute de systèmes informatiques pour traiter ces demandes. Le consortium sélectionné (PMG Consortium) est constitué des entreprises suivantes : Pacific GeoTech Systems (PGTS), MITS Institute and Gemini GIS and Environmental Services (GGES). Mzila Mthenjane, PDG du Minerals Council s'est félicité de cette annonce, rappelant que les 3000 demandes en attente représentaient une perte potentielle de près de 30 Mds ZAR (1,5 Md EUR) en termes d'investissements non-réalisés.



# Angola

## **La banque centrale augmente le taux des réserves obligatoires (Banco de Angola)**

Lors de la dernière réunion du comité de politique monétaire, la banque centrale (BNA) a maintenu son taux directeur inchangé à 18%. L'institution monétaire a toutefois décidé réhaussé le taux des réserves obligatoires (RO) en monnaie nationale à hauteur de 20 %, soit une augmentation de 2 points. Les réserves obligatoires correspondent à la part des dépôts des clients que les banques commerciales sont tenues de déposer auprès de la BNA (en monnaie nationale et en devises). Cette augmentation des RO signifie que les banques auront moins d'argent à prêter aux agents économiques, ce qui rendra le crédit plus cher. L'objectif de la BNA est de limiter les liquidités au sein du système bancaire afin de ralentir le taux d'inflation qui, à la fin de l'année 2023, était supérieur à 20 %. Cette mesure vise aussi à diminuer les liquidités sur le marché des changes et la pression sur le taux de change et in fine le coût des biens importés.

## **Le stock d'IDE en Angola a chuté de 40 % depuis le début de la pandémie de Covid**

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Angola, concentré quasi-exclusivement dans le secteur pétrolier, est passé de 21,6 Mds USD en 2020 à 12,9 Mds USD en 2023, soit une chute de 40 %. Le stock d'IDE dépassait même 40 Mds USD en 2012. Ce désinvestissement massif des investisseurs internationaux est la conséquence du fort ralentissement des flux d'IDE annuels qui avaient atteint 16 Mds USD en 2014 et n'étaient plus que de 6,8 Mds USD en 2022 et d'à peine plus de 6 Mds USD en 2023. Il a contribué à la baisse de la production pétrolière du pays, liée au vieillissement des puits qui n'a pas été compensée par la mise en service de nouveaux investissements. L'IDE hors secteur pétrolier est faible, avec des flux d'IDE qui n'ont dépassé les 300 M USD que 3 fois au cours de la dernière décennie (347 M USD en 2015, 648 M USD en 2018 ; 641 M USD en 2019) alors qu'ils n'ont atteint que 197 M USD en 2022 et 222 M USD en 2023 (sur 3 trimestres). Ces investissements dans

des secteurs tels que les diamants, le commerce, les services et le BTP sont bien inférieurs aux besoins du pays pour diversifier son économie.

# Malawi

## **Le FMI conclut une mission d'analyse économique (FMI)**

Les équipes du Fonds Monétaire International (FMI) ont conduit une mission d'analyse économique dans le pays du 22 au 26 janvier, dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (ECF – 175 MUSD sur trois ans, accordée en novembre 2023). Dans un communiqué, l'institution financière internationale rappelle que la situation économique du pays reste préoccupante. Le Fond met toutefois en avant les progrès réalisés par les autorités malawites dans la conduite des réformes structurelles visant à restaurer la stabilité du cadre macroéconomique. Les perspectives semblent par ailleurs s'améliorer: la croissance devrait ainsi accélérer à 3,3% en 2024 (contre 1,6% en 2023) – un niveau toutefois insuffisant pour assurer le développement du pays, alors que la croissance de la population atteint près de 3% par an et que l'économie reste l'une des plus pauvres de la planète (PIB par habitant de 580 USD en 2023). Le FMI devrait publier des analyses plus approfondies sur l'avancée des réformes lors de la première revue du programme ECF, qui doit se tenir au cours de l'été 2024.

# Mozambique

## **La Banque du Mozambique abaisse son taux directeur de 0,75 point (Banco de Moçambique)**

Lors du comité de politique monétaire du 31 janvier 2024, la Banque du Mozambique a abaissé son taux directeur de 17,25% à 16,50%. La banque centrale justifie cette décision du fait du maintien des perspectives d'inflation à un chiffre pour 2024. L'inflation sur un an a baissé à 5,3% au mois de décembre, contre 10,9% en décembre en 2022, et un pic de 10,8% en mars 2023. La réduction de l'inflation est expliquée, entre autres, par l'effort de consolidation fiscale (le budget primaire de l'Etat pour 2024 annonce un déficit de seulement 1% du PIB après dons) et la

moindre gravité des désastres climatiques en 2023. Dans ce contexte, jugé davantage favorable, la Banque centrale considère que les conditions sont réunies pour entamer un cycle de réduction graduelle du taux directeur – resté stable à 17,25% durant 19 mois, depuis septembre 2022, en vue d'une « normalisation », « dans un délai de 24-36 mois ». On notera par ailleurs que ce mouvement répond aux attentes du patronat mozambicain qui réclame une baisse des taux depuis plusieurs mois et de façon de plus en plus véhémente. Cette baisse de taux est par ailleurs alignée avec une des principales préconisations du dernier rapport, début janvier, du FMI, où il était spécifié « qu'un assouplissement progressif de la position restrictive serait désormais justifié.»

## Namibie

**La Development Bank of Southern Africa (DBSA) et la Development Bank of Namibia (DBN) devraient financer le développement des infrastructures ferroviaires de la Namibie (Windhoek Observer)**

Le PDG par intérim de TransNamib a annoncé la conclusion d'un accord imminent avec ces deux bailleurs pour un prêt de 2,6 Mds NAD (130 M EUR) destiné à remettre à niveau le réseau opéré par le groupe public. Webster Gonzo a précisé qu'une part majeure de ce prêt servirait à l'acquisition de 25 locomotives et 300 wagons. Ce nouveau matériel roulant devrait contribuer à développer les capacités du réseau ferroviaire namibien, notamment dans le cadre du développement des quatre corridors stratégiques d'exportations de matières premières (Trans-Kalahari, Trans-Zambezi, Trans-Cunene et Trans-Oranje). Le réseau ferroviaire namibien totalise environ 2 687 km. Une évaluation de l'état de l'infrastructure ferroviaire réalisée en 2011 a révélé que celle-ci était généralement considérée comme médiocre, ce qui se traduit par des contraintes de capacité dues à des restrictions de vitesse, limitant la vitesse d'exploitation à 15 km/h sur certains tronçons afin de pouvoir fonctionner en toute sécurité. TransNamib, une entreprise publique, est le seul opérateur ferroviaire à gérer environ 1,5 MTPA (million de tonnes

par an) de marchandises, après avoir géré plus de 2,5 MTPA dans le passé.

## Zambie

**L'inflation accélère légèrement au mois de janvier (Zamstats)**

Selon l'agence nationale de statistiques (ZamStats), l'inflation sur un an a atteint 13,2% au mois de janvier en glissement annuel, contre 13,1% au mois de décembre. Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis février 2022 (14,2%). L'indicateur est notamment porté par les produits alimentaires (+13,7%, soit une contribution positive de 7,3 points) et le secteur des transports (+30,4% soit +1,8 point). A noter que le phénomène d'inflation importée explique en grande partie l'accélération des pressions inflationnistes, alors que la devise locale s'est dépréciée de près de 5% par rapport à l'USD au cours du mois de janvier et de près de 30% sur un an, pour atteindre la parité de 27,1 ZMW pour 1 USD le 31 janvier 2024.

**La Zambie progresse dans sa lutte contre le VIH/SIDA (Zamstats)**

L'agence nationale de statistiques a publié en décembre 2023, son rapport final sur l'impact du VIH sur la population. L'étude conduite entre avril et décembre 2021 montre que le pays a atteint deux des trois objectifs du 95-95-95 pour 2025 fixé par l'UNAIDS. En effet, parmi la population zambienne, 98% (>95%) des personnes se sachant infectées par le VIH font l'objet d'un traitement antiviral ; et 96,3% (>95%) des personnes mises sous traitement ont une charge virale indétectable. Seul l'objectif d'identification de 95% des personnes vivant avec le VIH reste à atteindre (88,7% en décembre 2021). Ces résultats sont encourageants alors que 28 000 personnes supplémentaires sont atteintes chaque année en moyenne (0,3% d'incidence) et que le taux de prévalence du VIH parmi les adultes de plus de 15 ans est de 11%. Il existe néanmoins une différence importante selon les genres (13,9% chez les femmes et 8% chez les hommes) et le lieu de résidence (12,2% en zone urbaine contre 8% en zone rurale). A noter que les populations les plus atteintes (femmes, personnes âgées) sont aussi les mieux prises en charge. La prévalence du VIH atteint 29,1% chez les 50-54 ans contre

seulement 1,9% et 3,9% chez les 15-19 et 20-24 ans, mais les jeunes sont les moins bien identifiés comme porteur du VIH à l'inverse de leurs aînés (73,8% contre 93,1%).

## Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

|                       | Taux de change au | Evolution des taux de change USD (%) |            |          |                                   |
|-----------------------|-------------------|--------------------------------------|------------|----------|-----------------------------------|
|                       | 01/02/2024        | Sur 1 semaine                        | Sur 1 mois | Sur 1 an | Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier |
| <b>Afrique du Sud</b> | 18,7 ZAR          | 1,2%                                 | -2,0%      | -7,5%    | -2,0%                             |
| <b>Angola</b>         | 829,5 AOA         | -0,2%                                | -0,1%      | -39,2%   | -0,1%                             |
| <b>Botswana</b>       | 13,5 BWP          | 0,2%                                 | -1,4%      | -6,2%    | -1,4%                             |
| <b>Mozambique</b>     | 63,2 MZN          | 0,0%                                 | 0,0%       | 0,0%     | 0,0%                              |
| <b>Zambie</b>         | 27,1 ZMW          | -1,5%                                | -5,0%      | -29,4%   | 5,2%                              |

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda  
[leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr](mailto:leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr)